

# PÖLEMAG

LE MAGAZINE D'INFORMATION DE L'IPE-UNESCO DAKAR

# #30

MARS 2021

## ÉDUCATION : RELEVER LES DÉFIS DE LA DÉMOGRAPHIE



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Institut international de  
planification de l'éducation  
IPE-UNESCO Dakar  
Bureau pour l'Afrique

# sommaire #30

MARS 2021

2	3
ÉDITO	ACTUS
6	7
PAROLE D'EXPERT Démographie : planifier les besoins en éducation	ZOOM Modéliser l'impact de la démographie sur les systèmes éducatifs
8	14
DOSSIER Relever les défis de la démographie	INTERVIEW Jean-François Kobiané
16	
PUBLICATIONS	

## PÔLEMAG

IIEP-UNESCO Dakar  
Almadies - Rte de la plage de Ngor - BP3311 Dakar Sénégal  
Tél. : + 221 33 859 77 30  
<https://dakar.iiep.unesco.org>

L'IIEP-UNESCO Dakar est l'antenne africaine de l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO, seul institut spécialisé des Nations unies ayant pour mandat de renforcer la capacité des États membres à planifier et gérer leurs systèmes éducatifs.

Les articles contenus dans cette publication expriment le point de vue de ses auteurs et pas nécessairement celui de l'IIEP ou de l'UNESCO. La lettre d'information est publiée tous les six mois, en français et en anglais.

Directeur de la publication : Koffi Segniagbeto  
Conception et rédaction : Jonathan Jourde, Léonie Marin  
Dossier : Jean-François Kobiané, Professeur titulaire de démographie à l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP) de l'Université Joseph Ki-Zerbo  
Maquette : [by Reg] Régis L'Hostis

Contact : [pdkcontact@iiep.unesco.org](mailto:pdkcontact@iiep.unesco.org)

# Révéler le potentiel de la population par la scolarisation universelle

PAR **KOFFI SEGNIAGBETO** - CHEF DE BUREAU DE L'IPE-UNESCO DAKAR

Dans son *Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons*, l'Union africaine partage sa vision pour l'avenir du continent. Parmi les sept aspirations de ce vaste plan d'action, la sixième appelle clairement à s'appuyer sur le « potentiel des populations africaines »<sup>1</sup> - et à créer des opportunités en faveur de la jeunesse.

Derrière l'enjeu humain et économique, c'est aussi d'éducation qu'il est question. L'accès généralisé à une éducation de qualité est un droit fondamental de tous. Il apparaît comme une condition indispensable au développement d'un continent africain centré sur ses populations et porté par ses habitants.

Investir dans l'éducation suppose de bien connaître la demande potentielle. En Afrique subsaharienne, la population des 6-15 ans devrait augmenter de 60 % dans les trente prochaines années, passant d'un peu plus de 280 millions en 2020 à environ 450 millions en 2050<sup>2</sup>. Pour assurer à tous les enfants une scolarité de qualité, la construction d'environ 9 millions de classes et le recrutement de 9,5 millions d'enseignants supplémentaires pour l'enseignement de base seront nécessaires.

Cela montre toute l'importance de l'étude de la démographie. À travers ses méthodes d'observation et d'analyse, comme les recensements généraux, les projections démographiques ou les perspectives de population, l'étude de la démographie participe à une meilleure planification des besoins en éducation. Dès lors qu'elle est intégrée dès le début du cycle de planification de l'éducation, elle a un rôle clé à jouer dans la réalisation des objectifs fixés aux horizons 2030 et 2050.

Pour ce faire, la collaboration entre les administrations éducatives, les instituts de la statistique et les institutions de recherche est essentielle. À leurs côtés, l'IPE-UNESCO Dakar travaille à un monde éducatif durable et à une politique éducative crédible qui tient compte des réalités démographiques. Pour mieux répondre, ensemble, aux besoins de l'enseignement de base en Afrique subsaharienne, et mieux se préparer aux effets des changements à venir.

1 Commission de l'Union Africaine (2015), *Agenda 2063. L'Afrique que nous voulons*. <https://au.int/fr/agenda2063/aspirations>

2 Division de la Population des Nations Unies, perspectives de la population mondiale.

## COVID-19 : UN CRASH-TEST INÉDIT POUR LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS AFRICAINS

Maintenir une éducation de qualité pour tous malgré la crise sanitaire provoquée par la pandémie a représenté un défi considérable pour tous les systèmes éducatifs. Partout dans le monde, quasiment du jour au lendemain, les écoles ont fermé. L'UNESCO a annoncé qu'environ 1,6 milliard d'élèves, dont 300 millions en Afrique, se sont ainsi retrouvés sans école.

Malgré ce contexte difficile, tous les pays d'Afrique subsaharienne ont réussi à mettre en place en un laps de temps relativement court diverses alternatives à l'enseignement traditionnel en présentiel. Une note<sup>3</sup> de l'IPE-UNESCO Dakar s'appuie sur une enquête dans 34 pays d'Afrique subsaharienne pour faire le point sur ces expériences.

On observe que les initiatives n'ont pas été inclusives. Les médias numériques ont généralement été préférés au support papier alors que, dans la plupart des pays, seules les familles les plus aisées ont accès à Internet et à la télévision. Le résultat est que trop peu d'élèves ont eu accès à ces dispositifs. L'enseignement à distance, tel qu'il est organisé, risque d'amplifier les inégalités, car de nombreux parents ne



© UNICEF/UNI319837/Kanobana

sont pas en capacité d'aider leurs enfants à apprendre.

Toutefois, on a aussi vu fleurir un certain nombre d'initiatives prometteuses, comme « École à domicile » au Congo, un programme de suivi des enseignements audiovisuel et numérique à domicile, mais aussi d'impression et de remise de cours et autres documents pédagogiques aux familles. Ce programme utilise les radios communautaires en renfort de la radio nationale pour animer les cours et corriger les exercices. Ailleurs sur le Continent, des

enseignants ont pris l'initiative de créer des groupes WhatsApp ou Facebook qui permettent de conserver un lien direct avec leurs élèves et de repérer ceux qui décrochent.

Pour les décideurs, ces expériences inédites permettent de repenser des solutions pour atteindre une partie des enfants non scolarisés. Si ces derniers, pour diverses raisons, ne se rendent pas à l'école, peut-être l'école pourra-t-elle venir à eux. ■

## QUEL SERA LE PRIX À PAYER POUR L'ÉDUCATION ?

Au cœur de la crise sanitaire, 185 pays ont fermé leurs écoles à un moment où la plupart des coûts pour l'année scolaire étaient déjà engagés. Ces dépenses, comme les achats de biens et services ou le paiement des salaires des enseignants, ne se sont pas pleinement concrétisées en apprentissage.

Le financement de l'éducation à l'issue de la crise sera également très probablement

touché. Les efforts de confinement visant à stopper la propagation du virus ont entraîné un ralentissement économique majeur de -3,3 % en Afrique subsaharienne en 2020 d'après la Banque mondiale<sup>4</sup>, alors que la croissance avant la crise atteignait 4,1 %. Les recettes qui en découlent pour les gouvernements seront impactées, tout comme le niveau des dépenses publiques. Les projections<sup>5</sup> semblent indiquer que la

dépense d'éducation par habitant pour la région pourrait diminuer de 4,2 % en 2020, pour stagner en 2021.

Les pays à faible revenu pourraient souffrir d'une réduction de l'aide publique au développement, si les bailleurs réorientent leurs priorités budgétaires pour répondre à leurs besoins intérieurs ou vers d'autres secteurs tels que la santé. ■

3 *L'enseignement à distance en contexte COVID-19 : acquis et perspectives en Afrique subsaharienne*

4 *Banque Mondiale 2020*

5 <http://documents.worldbank.org/curated/en/479041589318526060/pdf/The-Impact-of-the-COVID-19-Pandemic-on-Education-Financing.pdf>



## MAURITANIE : CRÉER DE NOUVEAUX DÉBOUCHÉS POUR LES JEUNES EN RECHERCHE D'EMPLOI

Plus de 60 % de la population a moins de 25 ans en Mauritanie. Cette tranche d'âge est deux fois plus susceptible d'être au chômage que les plus de 25 ans (42 % contre 21 %)⁶. Pour améliorer l'accès des jeunes à l'emploi, l'IIPE-UNESCO Dakar a travaillé avec le gouvernement mauritanien pour élaborer des politiques de formation professionnelle et créer un partenariat public-privé destiné à favoriser l'emploi et l'inclusion sociale des jeunes. Dans le cadre de ce partenariat public-privé, des entreprises de trois secteurs économiques majeurs – agriculture mixte, bâtiment et travaux publics, et pêche – ont dressé la liste des « emplois prioritaires » dans trois régions du pays. Les entreprises du bâtiment ont indiqué avoir besoin d'ouvriers polyvalents. Ces entreprises embauchent généralement trois apprentis aux compétences différentes pour honorer les contrats de construction de structures. Ce nouveau profil polyvalent pourrait être intéressant, en particulier pour les petites entreprises, qui dominent le secteur en Mauritanie. D'autres types d'emplois en recherche de personnel ont été identifiés : opérateurs de machines, artisans pêcheurs, opérateurs d'engins de pêche et mécaniciens de moteurs hors-bord, entre autres.

La prochaine étape du partenariat consistera à analyser les capacités des centres de formation : ont-ils suffisamment de formateurs dans les spécialités en demande, disposent-ils de l'équipement adéquat ? Une analyse similaire sera également effectuée pour les entreprises participantes, afin de déterminer de quelle manière elles peuvent contribuer elles aussi à l'offre de formation. ■



## ATELIER RÉGIONAL SUR L'IMPORTANCE DU PILOTAGE DE LA QUALITÉ

Au cours de la dernière décennie, les acquis des élèves se sont peu améliorés en Afrique subsaharienne. Des interrogations restent en suspens concernant les pratiques des acteurs aux différents échelons du système pour rendre plus efficace les politiques éducatives nationales. C'est pourquoi il est primordial d'analyser le pilotage de la qualité de l'éducation, une approche nouvelle, peu explorée par les divers programmes qui travaillent sur la thématique de la qualité de l'éducation.

Pour relever ce défi de l'amélioration de la qualité de l'éducation, l'IIPE-UNESCO Dakar a lancé en février 2018, avec le soutien de l'AFD, un programme d'appui au pilotage de la qualité. Avec l'accompagnement d'un réseau d'experts, le programme a développé et testé une méthodologie pour : 1) conduire un diagnostic des pratiques de pilotage de la qualité, 2) accompagner les pays dans l'identification des pratiques prometteuses, 3) appuyer la mise en œuvre des pratiques identifiées dans le cadre d'expérimentation.

Après deux années de mise en œuvre du programme, l'IIPE-UNESCO Dakar a organisé le premier atelier régional de partage sur le pilotage de la qualité de l'éducation en Afrique. Cet atelier s'est tenu du 1<sup>er</sup> au 4 décembre 2020, sous forme de webinaire<sup>7</sup>. Il a réuni environ 150 cadres représentant 15 pays africains. Ils ont échangé sur l'importance d'inclure les enjeux du pilotage de la qualité dans les politiques éducatives et présenté les premiers résultats du programme. ■

6 Office national de la Statistique de Mauritanie

7 <https://at.iiep.unesco.org/AtelierQualite2020>

## EN BREF

### Restitutions des analyses sectorielles de la Sierra Leone et du Nigeria

En juin 2020 a eu lieu à distance la restitution de l'analyse sectorielle en éducation de la Sierra Leone. C'est le premier pays à avoir intégré un chapitre complet sur l'évaluation de l'environnement propice à l'égalité des genres dans l'éducation.

La restitution pour le Nigeria a eu lieu en décembre 2020. En plus du niveau national, le rapport fournit une analyse spécifique dans les États de l'OAK (Oyo, Adamawa, Katsina), qui bénéficieront du financement du GPE.

### Qualité de l'éducation au Niger : expérimenter des pratiques innovantes

Le Niger s'est doté d'une feuille de route pour améliorer le pilotage de la qualité de son éducation. Le développement du travail en autonomie des élèves est l'un des premiers chantiers.

### Espace Forum des acteurs de la formation professionnelle en Afrique

Un Espace Forum pour les acteurs de la formation professionnelle en Afrique a été développé afin de leur permettre d'échanger et partager sur les thèmes et activités clés de leur domaine. À découvrir

en s'inscrivant dans l'espace réservé sur [www.pefop.iiep.unesco.org](http://www.pefop.iiep.unesco.org).

### Atelier régional des acteurs de la plateforme de mutualisation des ressources et outils de la formation professionnelle

Deux webinaires ont été organisés en novembre et en décembre 2020 pour accompagner les membres du réseau de la mutualisation des pays de l'UEMOA et du Tchad pour redynamiser son fonctionnement et stabiliser son développement. ■

## UNE RENTRÉE RICHE EN FORMATIONS

### Formation PSGSE : lancement de la formation de la 14<sup>e</sup> promotion et clôture de la 13<sup>e</sup>

35 étudiants de la 14<sup>e</sup> promotion de la formation PSGSE, venus de 8 pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Afrique Australe, ont commencé la formation en octobre 2020. La cérémonie de lancement de la formation et son 1<sup>er</sup> regroupement se sont tenus en ligne, du 5 au 16 octobre 2020.

Par ailleurs, les 26 étudiants de la 13<sup>e</sup> promotion de la formation PSGSE ont entamé la dernière ligne droite de la formation en novembre 2020.

### Lancement de la nouvelle formation en pilotage et gestion de l'EFTP

La première promotion de la formation PGEFTP, composée de 38 cadres provenant de 7 pays d'Afrique, a assisté à la cérémonie d'ouverture de la formation en ligne, le 19 octobre 2020. Cette formation de sept mois a pour objectif d'améliorer les capacités de planification, de pilotage et de gestion de la mise en œuvre des stratégies d'EFTP des cadres africains.

### Université 2020 sur la planification de l'éducation sensible au genre

L'IIPE-UNESCO Dakar a lancé en novembre 2020 une formation en ligne de sept semaines, l'Université 2020, sur la planification de l'éducation sensible au genre, dans un esprit de promotion de l'égalité entre les sexes dans la prise de décision, la planification et la gestion de l'éducation. L'initiative « Priorité à l'égalité » ou « Gender at the Center Initiative » (GCI), réunit des États, des organisations internationales et des partenaires. L'IIPE en assure la direction technique.

### Une formation courte à distance en gestion de centre de formation professionnelle

Du 10 novembre au 12 décembre 2020 a été organisée une formation en gestion des centres de formation professionnelle pour les responsables de ces établissements au Burkina Faso. Cette formation de l'IIPE-UNESCO Dakar a été développée en réponse à une demande du bureau du PNUD avec pour objectif d'améliorer l'insertion professionnelle des sortants de ces établissements, y compris à travers le développement de l'entrepreneuriat.

## Démographie : planifier les besoins en éducation

**Les gouvernements doivent être capables de faire aujourd'hui des projections pour offrir demain les services éducatifs adaptés à la population. Comment les gouvernements peuvent-ils utiliser des modèles de projection démographique pour planifier les effectifs scolaires de demain ?**

La population est une donnée dynamique qui peut augmenter en fonction de la natalité et de l'immigration ou diminuer en fonction de la mortalité et de l'émigration. Les États, à tout moment, doivent être capables de quantifier leur population et, en particulier, leur population scolarisable. Ce n'est qu'à cette condition qu'une planification raisonnable peut être effectuée. À l'aide de scénarios de projection appropriés, les gouvernements peuvent faire une estimation chiffrée des populations futures, notamment des populations d'âge scolaire, à l'aide de différents paramètres démographiques. Sur cette base, les États peuvent alors avoir des initiatives dans le domaine de l'éducation comme l'universalisation de l'enseignement, la mise en place d'un âge limite d'instruction obligatoire, etc. Ces propositions sont discutées et font l'objet d'ajustement pour équilibrer la part de la population d'âge scolaire pouvant être accueillie à l'école. Il est possible d'intégrer aux modèles des paramètres tels que l'accessibilité, le maintien des élèves à l'école, le taux de scolarisation, etc. et de jouer sur chaque paramètre jusqu'à obtenir l'équilibre souhaité entre coûts et résultats.

**Quels choix politiques les gouvernements peuvent-ils faire en matière de projection démographique ?**

La première qui vient à l'esprit est celle touchant à la démographie et à l'urbanisation. Lorsque les taux de croissance démographiques sont élevés, ceux de la population scolarisable font de même. Cela implique davantage d'élèves dans les écoles, qui auront besoin de plus d'enseignants, de ressources pédagogiques, d'infrastructures, etc. Il faut aussi prendre en compte la part de la population urbaine, qui a un meilleur accès aux services tels que les commerces, l'eau, l'assainissement et les transports, et à qui il est



**Polycarp Omondi Otieno**  
est analyste et planificateur  
des politiques éducatives,  
basé au bureau de l'IPE-  
UNESCO à Dakar.

moins coûteux de fournir des services d'éducation qu'à une population rurale dispersée. Avec des paramètres tels que le taux brut d'admission (TBA), il est possible de faire des projections en prenant un certain nombre d'enfants d'une population d'âge scolaire attendue et en les plaçant dans un système éducatif. Dans un scénario au TBA bas par exemple, on ne *prendra* qu'un sous-groupe de population, et dans le cas d'un TBA universel, on *prendra* l'ensemble des enfants d'un certain âge attendus pour l'entrée à l'école. Ce choix dépendra de la faisabilité et de la durabilité. Un TBA faible diminuera les coûts cumulés tandis qu'un TBA plus élevé les fera augmenter. Tout dépend de la volonté ou non de scolariser l'ensemble de la population attendue. La redistribution de la population entre les filières de l'enseignement privé et de l'enseignement public constitue un autre paramètre. Les États peuvent simuler la part d'élèves qu'ils souhaitent affecter au secteur privé et appliquer leurs paramètres de coûts à la part restante. Un effectif scolaire important dans le secteur privé réduira la charge pour le gouvernement, tandis qu'une part faible fera peser sur lui une plus large part de la charge éducative. ■

## Modéliser l'impact de la démographie sur les systèmes éducatifs

En Afrique, les moins de 15 ans représentent aujourd'hui près de 50 % de la population. Qu'en sera-t-il demain et quelles seront les conséquences sur les systèmes éducatifs ?

Pour aider les pouvoirs publics à mieux anticiper le futur et à agir dès aujourd'hui, les économistes et les planificateurs de l'éducation ont recours à un outil de projection : le modèle de simulation. Il s'agit d'une structure numérique représentant le système éducatif d'un pays dans la situation présente et ses possibilités d'évolution à moyen et long termes.

La dynamique démographique est à la base des modèles de simulation. Le principe est de mettre en rapport la demande potentielle en éducation – la population scolarisable – avec l'offre d'éducation – les moyens mis à disposition du système. La population scolarisable est généralement projetée à l'horizon de 10 ans, le modèle permet ainsi d'anticiper les besoins aux différents niveaux éducatifs : préscolaire, enseignement de base, enseignement secondaire, enseignement supérieur, formation professionnelle.

Combien d'établissements scolaires sont nécessaires pour répondre à la demande d'éducation au cours de la prochaine décennie ? Combien d'enseignants les pouvoirs publics devront-ils recruter, ou de manuels mettre à disposition des élèves ? Les projections du modèle donnent des informations essentielles aux décideurs sur ces questions, et bien d'autres d'intérêt majeur.

Différents scénarios sont alors élaborés pour décider des meilleures options, c'est-à-dire celles qui sont financièrement, socialement et matériellement soutenables. Pour maîtriser par exemple la masse salariale du ministère de l'Éducation, des choix peuvent être faits sur la

grille indiciaire ou le mode de rémunération des enseignants, contractuel ou fonctionnaire. Un contractuel aura un coût moins élevé pour l'État, mais son statut précaire peut à terme fragiliser l'équilibre social du système. Le modèle de simulation permettra d'estimer la soutenabilité à la fois financière et sociale des différentes options et d'éclairer les choix des ministères de l'Éducation en matière de recrutement.

Le type d'infrastructure à construire est également un critère important. Ces dernières années, les États africains, budgétairement très contraints, ont beaucoup réduit leurs investissements dans les infrastructures éducatives. Elles sont désormais majoritairement prises en charge par des partenaires techniques et financiers. En basant leurs décisions sur les modélisations financières, certains États cherchent aujourd'hui à inverser cette tendance en adoptant des types de classe paillote de qualité supérieure, avec sanitaires et infrastructures sportives. Leur coût est deux fois moins élevé qu'une classe en dur.

La dynamique démographique impacte aussi l'organisation pédagogique. Dans les zones très peuplées où les infrastructures sont insuffisantes, les pays doivent parfois recourir au double flux : les effectifs d'élèves sont scindés en deux, une partie venant le matin, l'autre l'après-midi. À l'opposé, il est possible d'organiser des cours multigrades dans les zones où les élèves ne sont pas assez nombreux. Les modèles de simulation permettent de régionaliser les projections et d'adapter l'organisation pédagogique à la population scolarisable localement.

En se basant sur une compréhension détaillée des phénomènes démographiques, ce sont ce types d'arbitrages de politiques éducatives que le modèle de simulation en éducation permet de réaliser. ■



DOSSIER

# DÉMOGRAPHIE : REDOUBLER D'EFFORTS POUR L'ÉDUCATION ET LA FORMATION





© Régis Lhostis

**EN 2021, PLUS D'UN QUART DE LA POPULATION AFRICAINE EST EN ÂGE D'ÊTRE SCOLARISÉE. EN 2035, CES ENFANTS DEVENUS JEUNES SERONT SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI. IL FAUT DÈS À PRÉSENT INVESTIR DANS L'ÉDUCATION DE CEUX QUI AURONT DEMAIN L'AVENIR DU CONTINENT ENTRE LEURS MAINS.**

Parce que les phénomènes démographiques ont des effets sur le long terme, démographes et décideurs peinent parfois à montrer à leurs concitoyens l'urgence de mobiliser des ressources aujourd'hui pour impacter la société de demain. Pour aider les jeunes à s'intégrer à la vie économique et à transiter vers le marché du travail, les pays africains doivent redoubler d'efforts dans leurs investissements dans l'éducation et la formation pour relever le défi démographique auquel ils font face.

Les pays africains pourraient aussi bénéficier d'un effet de dividende démographique que les économistes définissent comme un phénomène de hausse de productivité constaté lorsque la population active dépasse la population à charge, autrement dit, les plus jeunes et les plus âgés. Le dividende démographique correspond donc à une période « dorée » où les enfants nés pendant un boom démographique sont devenus adultes, ont moins d'enfants que leurs aînés et participent activement à la vie économique.

*On parle de dividende démographique pour décrire une accélération de la croissance économique pouvant résulter d'un changement de la structure par âge d'une population.*

**Une transition démographique variable selon les régions**

En Afrique, la demande potentielle de scolarisation dans l'enseignement de base continuera de croître de manière substantielle au cours des trois prochaines décennies. Ainsi, la population des 6-15 ans progressera à un rythme annuel moyen de 1,8 % dans la décennie à venir, puis décélèrera à 1,3 % entre 2030 et 2050<sup>8</sup>. Les investissements dans l'éducation doivent donc être proportionnels à cette évolution.

Ces estimations moyennes cachent toutefois d'importantes variations régionales. L'Afrique Centrale et de l'Ouest devraient ainsi connaître des rythmes de croissance plus élevés, tandis que les taux seront a priori plus faibles en Afrique de l'Est, en Afrique du Nord et en Afrique Australe, compte-tenu des différences dans les processus de transition démographique. Résultat : l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale représenteront à elles seules plus des deux tiers de la population scolarisable du Continent en 2050.

*La transition démographique se caractérise par le passage d'un régime traditionnel où les taux de fécondité et mortalité sont élevés, à un régime où la natalité et la mortalité sont faibles et s'équilibrent ainsi à nouveau.*

**Porter une attention particulière à l'Afrique subsaharienne**

La réalisation des objectifs internationaux de scolarisation universelle dans l'éducation de base dépend en grande partie des progrès qui seront réalisés sur le continent africain. Car le poids de l'Afrique subsaharienne au sein de la population scolarisable mondiale ne va cesser de croître : en 2050, un tiers des enfants de 6 à 15 ans dans le monde habiteront en Afrique subsaharienne contre un cinquième aujourd'hui.

**Les cas du Niger et Cabo Verde**

Au sein du Continent, les tendances démographiques, et les besoins qu'elles impliquent, varient significativement d'un pays à un autre. Aux deux extrêmes, les exemples de Cabo Verde et du Niger illustrent bien ces disparités. Par rapport à aujourd'hui, la population capverdienne scolarisable connaîtra en effet une baisse de 19 % à l'horizon 2050, tandis que celle

**L'étude de la démographie pour éclairer les stratégies et anticiper les coûts**

En 2018, 207 millions d'enfants, tous âges confondus, étaient scolarisés dans l'enseignement de base en Afrique subsaharienne. Bien que ce nombre représente une participation scolaire élevée, le taux d'achèvement (taux brut d'accès en dernière année) demeure faible : seulement 69 % au primaire et 44 % au premier cycle secondaire. Assurer l'accès et la réussite scolaire de l'ensemble des enfants et adolescents scolarisables à l'horizon 2050 nécessitera la construction de 9 millions de classes supplémentaires et la formation de 9,5 millions de nouveaux enseignants. Sur le plan financier, 19 milliards de dollars US additionnels devront donc être mobilisés au cours de la prochaine décennie. Ces dépenses supplémentaires représentent 46 % des dépenses actuelles de l'enseignement de base.

<sup>8</sup> Division de la Population des Nations Unies, Perspectives de la population mondiale. Révision de 2019 / <https://population.un.org/wpp/>

du Niger sera multipliée par plus de deux. Alors même que la part des enfants en âge d'aller à l'école au Cabo Verde est moins importante et que le processus de transition démographique y est plus avancé qu'au Niger.

En 2017, le ratio élèves/enseignant au post-primaire était de 35 au Niger contre 16 au Cabo Verde. Quant au taux d'achèvement dans le secondaire, il était respectivement de 17 % contre 72 % dans les deux pays en 2016. Ces différences dans la dynamique de la population scolarisable entraînent une pression plus importante sur les ressources du Niger que celles du Cabo Verde.

### Plus de la moitié de la population africaine habitera en zone urbaine en 2035

La croissance de la population urbaine sera assurément un des défis majeurs du Continent au cours des prochaines décennies. Les démographes estiment que l'Afrique subsaharienne connaîtra sa transition urbaine en 2035, date à laquelle plus de la moitié de sa population habitera en zone urbaine. Alors que les objectifs de scolarisation universelle sont loin d'être atteints en milieu rural, l'urbanisation rapide du continent pose d'immenses défis en matière de satisfaction des besoins éducatifs dans les villes, pourtant souvent considérées comme plus favorisées.

Ce phénomène d'urbanisation se traduit en effet par le développement de quartiers spontanés et de bidonvilles en périphérie des villes, entraînant

d'importantes problématiques sur le plan éducatif. Dans certains pays, l'accès à l'éducation dans ces quartiers spontanés est même plus faible que dans les villages environnants. Reste que les inégalités entre villes et campagnes persistent et les besoins en matière d'éducation demeurent plus importants en milieu rural. Certes, la part relative de la population rurale est en baisse, mais la population scolarisable en milieu rural continuera à fortement augmenter en valeur absolue.

L'autre trait démographique qui caractérise le Continent est le jeune âge de sa population, soulevant la question cruciale de l'employabilité. Résoudre ce défi sera indispensable pour espérer tirer pleinement avantage du dividende démographique. Investir dès aujourd'hui dans le développement des compétences apparaît donc comme la voie à privilégier.

Ces enjeux démographiques – et leur implication en termes d'investissements dans l'éducation et la formation – sont au cœur des agendas continentaux. Le thème choisi en 2017 par l'Union africaine lors de son sommet d'Addis Abeba soulevait déjà clairement cet enjeu : *Tirer profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse*. Quelques mois plus tard, lors de sa 72<sup>e</sup> session, l'Assemblée générale des Nations unies lançait à son tour la *Feuille de route du dividende démographique pour l'Afrique*. À l'aube d'une nouvelle décennie cruciale pour atteindre l'Objectif de Développement Durable 4, il est temps que ces engagements politiques se concrétisent, aussi bien au niveau régional que national. ■

## EN CHIFFRES

### L'AFRIQUE EN 2050 : LES CHIFFRES À RETENIR



D'ICI 2050

POPULATION 6-15 ANS × 1.5

LES -15 ANS = LA MOITIÉ DE LA POPULATION



1/3 DES ENFANTS DANS LE MONDE EN ÂGE D'ÊTRE SCOLARISÉ VIVRA EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE



9 MILLIONS DE CLASSES DEVRONT ÊTRE OUVERTES

9,5 MILLIONS D'ENSEIGNANTS DEVRONT ÊTRE RECRUTÉS

POUR ASSURER LA SCOLARISATION DE TOUS LES ENFANTS EN AFRIQUE

19 MILLIARDS DE DOLLARS DE FINANCEMENT ADDITIONNELS



SERONT AINSI NÉCESSAIRES À L'HORIZON 2050



# 3 questions à Jean-François Kobiané

PROFESSEUR TITULAIRE DE DÉMOGRAPHIE À L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES DE LA POPULATION (ISSP) DE L'UNIVERSITÉ JOSEPH KI-ZERBO DE OUAGADOUGOU (BURKINA FASO).

## Comment l'analyse des tendances démographiques peut-elle contribuer à atteindre l'objectif de l'enseignement de base universel – et en quoi est-ce important ?

Pour atteindre un enseignement de base universel de qualité, il faut d'abord savoir qui l'on vise. La première question à se poser est donc « pour qui » ? En termes démographiques, on parle de population scolarisable, c'est-à-dire la population – par âge, sexe, et autres caractéristiques socio-économiques – pour laquelle on planifiera les services éducatifs.

Pour élaborer des stratégies ciblées, il est nécessaire de disposer de données sur l'effectif de cette population, avant de concevoir son profil sociodémographique et économique. Les autres questions clés que les planificateurs et démographes sont amenés à se poser concernent, entre autres, le nombre total d'enfants d'âge scolaire ou leur répartition géographique selon les principaux découpages administratifs du pays.

L'identification des besoins scolaires des enfants en situation de vulnérabilité est particulièrement importante pour qu'aucun d'entre eux ne soit laissé de côté. Il s'agit en particulier des enfants en situation de handicap, ceux issus des catégories sociales les plus précaires mais aussi ceux qui vivent dans des situations de conflit : enfants déplacés, réfugiés, ou vivant dans des zones rurales isolées.

À travers ses méthodes d'observation, notamment les recensements généraux de la population, les enquêtes démographiques – et ses techniques ou outils, comme l'analyse

démographique, les perspectives ou projections de population, la démographie offre les informations de base nécessaires pour mieux planifier les besoins. La recherche de l'équilibre entre croissance démographique et satisfaction des besoins sociaux a toujours été au cœur des débats de la discipline, et fait de la démographie une science centrale pour éclairer les décisions politiques.

## En quoi l'accès généralisé à une éducation et à une formation de qualité peut aider à tirer pleinement parti du dividende démographique ?

L'éducation apparaît comme un levier majeur à différentes étapes du processus de dividende démographique.

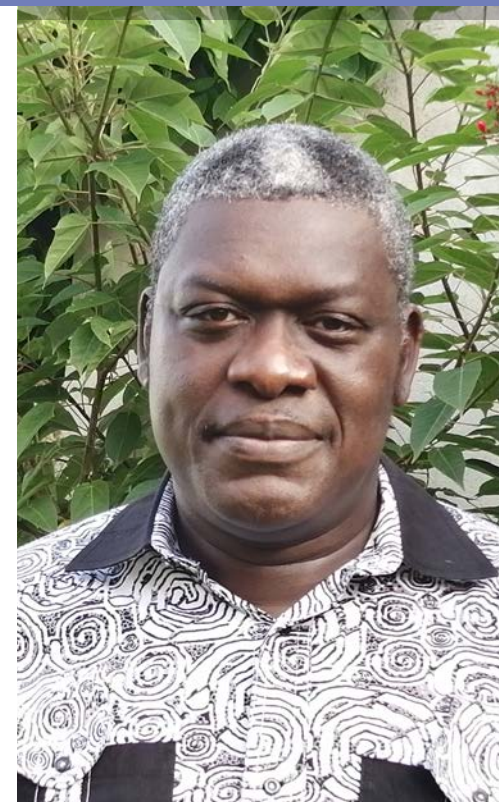
C'est d'abord un levier d'accélération de la *transition démographique*. Cette notion se caractérise par un recul des naissances, alors que la mortalité a baissé. Si plusieurs facteurs d'ordre socio-économique, environnemental et psychosocial contribuent indirectement à cette transition démographique, certains déterminants impactent directement la baisse de la fécondité : l'âge d'entrée en union, l'utilisation de la contraception ou le recours à l'avortement, par exemple. Or, l'éducation, surtout au-delà du primaire, permet aux filles de retarder leur entrée en vie maritale et donc l'âge où elles deviennent mères. Le niveau d'éducation des individus, en particulier des femmes, va de pair avec leur niveau d'accès à l'information et la possibilité qu'elles ont à recourir aux structures sanitaires et à la planification familiale. Les familles parviennent donc plus facilement à réaliser leurs aspirations en matière de contrôle de naissance.

Par ailleurs, l'éducation permet aux enfants et aux adolescents d'acquérir des compétences pour réussir leur entrée sur le marché de l'emploi. Au-delà du montant des investissements, les options choisies pour concevoir les politiques éducatives sont particulièrement importantes, notamment en terme d'équilibre entre enseignement général d'un côté et enseignement et formation techniques et professionnelles de l'autre. Mais aussi en terme de cohérence entre l'offre de filières de formation et les besoins de l'économie.

Enfin, à une phase ultérieure du dividende démographique, l'éducation tout au long de la vie, et notamment la formation continue, permet d'accroître la productivité économique des travailleurs. Pour aider la population active à s'adapter aux évolutions constantes, des mécanismes institutionnels d'apprentissage en continu sont nécessaires, tant au niveau public que privé.

## La forte croissance démographique du Continent, notamment en Afrique subsaharienne, est-elle une contrainte ou un atout ?

Les deux. C'est une contrainte car elle requiert une forte demande supplémentaire chaque année pour parvenir à fournir des services sociaux et éducatifs de qualité. Par exemple, face à une population de 20 millions d'habitants, dont le taux de croissance naturelle annuel est de 3 %, 600 000 personnes de plus doivent être prises en compte tous les ans dans la planification des différents services. Dans le domaine de l'éducation, les implications financières sont énormes au regard des investissements



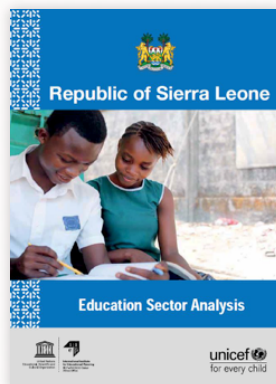
nécessaires en matière d'infrastructures, d'équipements scolaires ou de recrutement de personnels.

Toutefois, la forte croissance démographique peut aussi être un atout, surtout si on appréhende la dynamique démographique et les investissements qu'elle implique dans une perspective de long terme. En effet, les tendances démographiques évoluent au gré de plusieurs facteurs, parmi lesquels la généralisation de l'éducation. Par conséquent, si l'on veut tirer parti de ce phénomène, si l'on souhaite avoir dans les prochaines décennies une jeunesse bien formée, compétente et à même de participer à la production de la richesse nationale, l'inertie des phénomènes sociaux et démographiques exige des investissements urgents et adéquats pour les enfants et les adolescents d'aujourd'hui. ■



### Guide méthodologique

Une analyse des pratiques de pilotage de la qualité de l'éducation, Programme régional d'appui au pilotage de la qualité à l'enseignement de base, IPE-UNESCO Dakar, 2020.



### Analyse du secteur de l'éducation de la République de Sierra Leone

Évaluation de l'environnement favorable à l'égalité des genres, République de Sierra Leone, UNICEF, IPE-UNESCO Dakar 2020. [En anglais]



### Approche par les compétences dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels en Afrique

Études à partir de sept pays d'Afrique : Afrique du Sud, Bénin, Éthiopie, Ghana, Maroc, Rwanda et Sénégal. Rapport synthèse. IFEF, IPE-UNESCO Dakar, 2020.



### L'Enseignement à distance en contexte COVID-19 : acquis et perspectives en Afrique subsaharienne

Programme régional d'appui au pilotage de la qualité à l'enseignement de base, IPE-UNESCO Dakar, 2020.

### Le défi du suivi de la qualité dans un enseignement de base à distance,

Programme régional d'appui au pilotage de la qualité à l'enseignement de base, IPE-UNESCO Dakar, 2020.

Retrouvez les publications de l'IPE-UNESCO Dakar sur <https://dakar.iiep.unesco.org> et l'ensemble des publications de l'Institut international de planification de l'éducation sur [publications.iiep.unesco.org/](https://publications.iiep.unesco.org/)

“ Plus de trois Africains sur cinq ont moins de 35 ans. Pour tirer le meilleur parti de cet atout considérable, il faut investir davantage dans l'éducation, la formation, le travail décent, et faire participer les jeunes à la définition de leur avenir. ”

---

**ANTÓNIO GUTERRES**  
SECÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

PÔLEMAG

LE MAGAZINE D'INFORMATION DE L'IIPE-UNESCO DAKAR

**#30**  
MARS 2021

<https://dakariiep.unesco.org>